Quelles économies ce projet de loi permettra-t-il de réaliser? Environ 30 millions de dollars. Je voudrais parler une minute de l'argent que le gouvernement gaspille, en songeant à ce qu'il veut imposer aux personnes âgées sous prétexte de faire des économies. Combien avons-nous gaspillé à Haïti, à financer des dictateurs de gauche et leurs laquais? Environ 25 millions de dollars. Combien avons-nous gaspillé pour le Centre d'information sur l'unité canadienne? A peu près 50 millions de dollars. Puis il y a eu la publicité sur la Constitution, les prêts aux pays dirigés par un gouvernement de gauche. Michael Manley a obtenu un prêt de 90 millions de dollars, dont une portion de 10 millions peut être remise. Récupérerons-nous jamais cette somme? Et les prêts accordés sans intérêt ou à faible taux d'intérêt aux pays dirigés par un gouvernement de gauche, remboursables sur une période de 20 à 50 ans, des prêts qui s'élèvent à plusieurs centaines de millions de dollars?

Le gouvernement a dépensé environ 25 millions de dollars pour la commission du système métrique. Des dizaines de sociétés de la Couronne sont en déficit. Selon le rapport du vérificateur général, la plupart de ces sociétés ne sont pas surveillées du tout; elles font ce qu'elles veulent sous la protection du gouvernement. A elle seule, la société Canadair doit 1,5 milliard au gouvernement. Combien coûte le bilinguisme obligatoire? Il coûte 441 millions de dollars. La solution du gouvernement consiste à punir les personnes âgées.

En invoquant la clôture dans le débat sur ce projet de loi, le gouvernement montre aux députés et à leurs électeurs qu'il ne s'intéresse pas aux opinions ou aux besoins des autres et qu'il n'en tient pas compte. En invoquant la clôture, le gouvernement nous dit, à nous et à tous les Canadiens, que les choses que nous jugeons nécessaires dans la vie n'ont absolument aucune importance.

En invoquant la clôture, le gouvernement dit qu'il décidera ce qui est préférable pour nous, qu'il prendra les décisions importantes à notre place et que notre opinion ne l'intéresse pas, même s'il gaspille des millions de dollars pour des programmes désagréables, dont les électeurs ne veulent pas. En invoquant la clôture, le gouvernement remplace une fois de plus la démocratie par la dictature; j'ai déjà dit à la Chambre que c'est inadmissible et révoltant. Ma colère et celle des nombreux Canadiens qui ne sont pas d'accord avec le gouvernement se justifient.

Depuis le début de la présente session du Parlement, le gouvernement est déjà intervenu à 14 reprises pour limiter le débat sur diverses questions à l'étude à la Chambre. Comme mon collègue vient de le dire, plus tôt cette session sera terminée, mieux ce sera. A 12 reprises, le gouvernement a imposé une attribution forcée du temps de parole; c'est cette mesure qui est appliquée actuellement, et ce n'est qu'un euphémisme pour désigner la clôture. En deux autres occasions, le gouvernement a carrément imposé la clôture sans autres artifices. Le gouvernement a donc réussi 14 fois à imposer sa volonté dictatoriale.

Il y a eu d'autres cas où le gouvernement a tenté de mettre fin au débat mais en a été empêché; la dernière fois, c'était lorsque le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a tenté de faire adopter à la vapeur son bill controversé et catastrophique sur la Canagrex. Hier encore, le député qui siège à ma droite a présenté une pétition au nom de ses électeurs pour dénoncer cette injustice. Quel est le but de Canagrex? Cette loi donnerait au gouvernement le pouvoir d'acheter et de vendre tous les produits agricoles au Canada. Il y a un terme qui convient

exactement à cette situation et que j'ai appris en lisant Marx; cela s'appelle le communisme. Cela coûtera encore des millions de dollars et créera une nouvelle société de la Couronne.

En invoquant la clôture, le gouvernement démontre sans équivoque son profond mépris pour les députés à la Chambre et aussi, je le répète, pour les citoyens que nous représentons, surtout les Canadiens âgés. J'ajoute brièvement que ce mépris est encore aggravé par l'usage immodéré que le gouvernement fait des décrets du conseil. A son grand regret, le gouvernement se voit dans l'obligation de soumettre certains projets de loi au Parlement pour qu'ils soient scrutés à la loupe et débattus. Pour le moment, c'est encore notre rôle à nous, députés de l'opposition.

Le gouvernement d'en face trouve ce processus consternant et de fort mauvais goût. De toute évidence, le gouvernement actuel trouve bien agaçant de devoir soumettre à l'examen du public ses politiques destructrices et ses raisonnements creux. Il est tellement plus simple et moins embarrassant d'adopter des décrets du conseil chaque fois que c'est possible. Comme c'est simple et, comme je le disais au début, comme c'est arrogant! Les faits témoignent de cette arrogance. Depuis que ce gouvernement a été retourné au pouvoir en 1980, il a adopté au total 11,345 décrets du conseil, dont 4,062 durant la seule année 1982.

Quel a été le résultat de ce sabotage systématique du Parlement? La perte totale de toute crédibilité, de toute confiance. Les gens ne savent plus à qui ils peuvent faire confiance, ils se méfient de leurs banques, de leurs sociétés de fiducie. Même les citoyens âgés constatent que l'on ne respecte plus les contrats qu'ils avaient signés. En somme, c'est une gifle à nos citoyens âgés, surtout aux femmes âgées dont beaucoup n'ont gagné toute leur vie que des salaires de misère ou même n'ont rien gagné du tout. Nous savons tous ce que le ministre d'État aux Mines (M^{me} Erola) pense de l'allocation au conjoint et du bénévolat des femmes. Comme l'a dit mon collègue qui m'a précédé, les femmes ont un grand rôle à jouer dans le secteur bénévole de notre pays, surtout les femmes âgées.

Examinons de plus près cette absurdité que représente l'abus des décrets du conseil. Il y a eu l'affaire VIA Rail, qui marquait le début de la fin pour les services-voyageurs par train au Canada. Combien de citoyens âgés m'ont écrit au sujet de la suppression du service aux banlieusards dans la circonscription de Simcoe-Sud? Des dizaines, littéralement. C'était le seul mode de transport dont ils disposaient pour se rendre à Toronto.

Il y a eu ensuite le règlement sur les mesures d'urgence, qui accorde au gouvernement des pouvoirs arbitraires et d'une vaste portée dans des cas d'urgence dont la nature n'est pas précisée et qui pourraient même être fabriqués de toutes pièces. Ce règlement prévoit même la création de camps d'internement civils, ce qui semble incroyable pour n'importe quel Canadien. J'espère que les citoyens âgés qui affichent des opinions de droite ne sont pas les premiers sur la liste.

Il y a eu aussi une hausse des tarifs postaux, ce qui a de très graves incidences inflationnistes. Là encore, les citoyens âgés sont les plus durement touchés. On n'a absolument pas songé à accompagner cette hausse d'une amélioration correspondante